



UNE SANTÉ DE HAUT NIVEAU

Pour une prise en charge de la naissance à la mort

LE 20 JUIN, *tous ensemble*

Fermetures des services d'urgences, de maternités, de lits de psychiatrie, de chirurgie, de médecine, sans compter les difficultés dans les EHPAD, le secteur du handicap, de la protection de l'enfance et services sociaux en grande précarité... les conséquences directes sont importantes et de plus en plus nombreuses pour la population... 80 % du territoire national est un désert médical, cela devient un scandale d'état.

- ↳ accès aux urgences et retards de prise en charge, c'est plus de 100 morts par mois qui pourraient être évités ;
- ↳ trouver un médecin traitant, c'est la galère ;
- ↳ délai d'attente, pour des enfants en situation de handicap, c'est parfois plus de deux ans ;
- ↳ maternité : éloignement des lieux de prise en charge de la future maman, souvent, c'est à plus de 50 km ;
- ↳ pédiatrie : cri d'alarme des pédiatres en septembre dernier concernant l'épidémie de bronchiolite n'a pas été entendu ;
- ↳ maltraitance institutionnelle : les établissements sociaux, médico-sociaux et psychiatriques renferment une souffrance qui n'est plus tolérable pour les usagers, les patients, les résidents et les professionnels ;
- ↳ les spécialistes, ophtalmo, dentaire, outre les délais de rendez-vous qui se compte en mois, c'est le lucratif non conventionné qui a la part belle en dévoyant la bonne idée des centres de santé et les scandales qui se multiplient.

La pénurie médicale et paramédicale est un choix politique assumé, qui accompagne l'austérité budgétaire entretenue depuis des années dans une volonté d'assécher le système public pour mieux le mettre à mal. Ainsi, le transfert des activités publiques vers le secteur

lucratif est présenté comme la solution apportée dans le cadre de la refondation du système de santé.

Cette volonté de transformation du système de protection sociale annoncé et voulue par le président de la République utilise une stratégie de communication bien réfléchie pour avancer sur ces projets dangereux.

La période covid aurait dû... pousser les autorités de contrôle et les législateurs à sortir la santé et l'action sociale des lois du marché.... Les enjeux en matière de santé et d'accompagnement sont grands.

Les salarié-e-s n'en peuvent plus, la perte de sens sont tels que les professionnels fuient, démissionnent. Pourtant, tous ceux et celles qui restent, se mobilisent sans arriver à infléchir les choix qui s'opèrent. Nous sommes face à un choix de société, il nous faut construire une mobilisation large et déterminée.

Usagers et salarié-e-s créons des liens pour revendiquer un grand système de santé et d'action sociale à la hauteur des besoins de la population. Organisons-nous. Montons le ton. Mobilisons-nous pour imposer le renforcement de la sécurité sociale et du service public.

La CGT, avec l'intersyndicale nationale FO, SUD, UNSA issue du champ de la Fonction Publique hospitalière, a décidé de poursuivre la mobilisation débutée dans l'unité le 19 janvier 2023.



*Pour la retraite comme pour la santé,
il faut renforcer la Sécurité Sociale
et sortir le secteur lucratif de ces activités.*



ENSEMBLE, NOUS SOMMES PLUS FORTS !

Contact / infos / rassemblement :



Retrouvez toute l'actualité fédérale sur www.sante.cgt.fr

Fédération Santé et Action Sociale - Case 538 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil CEDEX - revendic@sante.cgt.fr • 01 55 82 87 51